

Introduction. Penser les archives, repenser le développement

Camille Al Dabaghy, Yasmina Aziki et Quentin Deforge



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ried/23509>

DOI : 10.4000/1311f

ISSN : 2554-3555

Éditeur

Éditions de la Sorbonne

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2024

Pagination : 7-40

ISBN : 979-10-351-0997-4

ISSN : 2554-3415

Référence électronique

Camille Al Dabaghy, Yasmina Aziki et Quentin Deforge, « Introduction. Penser les archives, repenser le développement », *Revue internationale des études du développement* [En ligne], 256 | 2024, mis en ligne le 31 décembre 2024, consulté le 29 septembre 2025. URL : <http://journals.openedition.org/ried/23509> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/1311f>



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont susceptibles d'être soumis à des autorisations d'usage spécifiques.

Introduction. Penser les archives, repenser le développement

Camille Al Dabaghy

Yasmina Aziki

Quentin Deforge

Les approches historiques du développement connaissent un fort dynamisme depuis les années 2000 (Hodge, 2015, 2016 ; Kalinovsky, 2021)¹. Au-delà de la multiplication des publications, on constate un profond renouvellement des perspectives. La lecture diffusionniste et occidentalocentrée du développement comme machine idéale et institutionnelle qui aurait été déployée, depuis la Seconde Guerre mondiale, par les États-Unis et par l'Europe de l'Ouest, est remise en cause au profit d'une lecture multi-scalaire et multi-située, voire d'une généalogie pluralisée (Bertrand, 2009) des idées et des pratiques qui le structurent. La chronologie canonique du développement (le *Point 4* du discours de Truman de 1949, les *Étapes de la croissance économique* de Walt W. Rostow (1960), le « tournant » des programmes d'ajustement structurel dans les années 1980, etc.) s'en trouve bousculée. Le développement, dans sa dimension transnationale, est de plus en plus conçu et étudié comme une modalité séculaire des relations entre des centres (puissances coloniales hier, puis blocs soviétiques et occidentaux pendant la guerre froide) et des périphéries (territoires colonisés hier et pays « en développement » aujourd'hui). De vieil objet poussiéreux et secondaire, il

1 Nous remercions chaleureusement l'ensemble des collègues ayant contribué à la réalisation de ce dossier par la relecture attentive de l'appel à contributions dont il procède, comme de cette introduction et des articles qui le composent.

est devenu un point d'entrée dans des questions aujourd'hui centrales en sciences sociales : celle des formes de domination et de résistance dans la construction d'un ordre international inégalitaire (Getachew, 2020; Go, 2011), de la production et de la circulation transnationales de savoirs et d'expertises (Blanc, 2024; Slobodian, 2018), ou de la construction de l'État et du politique dans les espaces postcoloniaux (Bayart, 2022; Chakrabarty, 2000). Bref, qu'elle soit le fait d'historiens, de sociologues, d'anthropologues ou de politistes, l'historiographie du développement s'est progressivement enchâssée dans l'étude de l'intégration globale et asymétrique des sociétés et des États depuis le XIX^e siècle (Adelman, 2018).

On peut reconnaître là, notamment, les effets directs et indirects de questionnements charriés par les *subaltern studies* et par l'histoire globale sur les débats propres aux différents espaces académiques à partir desquels cette historiographie du développement a été renouvelée, tels que l'histoire coloniale européenne (devenue histoire impériale), l'histoire des relations internationales, la socio-histoire des organisations internationales, ou encore l'anthropologie du développement. Le courant des *subaltern studies* a en effet conduit à interroger l'eurocentrisme des catégories, des découpages chronologiques et, plus largement, des épistémologies. Cela s'est traduit par un appel à la réflexivité sur les lieux, les terrains, les échelles et les positionnements des chercheurs et des chercheuses, à remettre en cause l'invisibilisation des acteurs élitaires comme populaires des Suds, et à prendre acte de leur pleine agencité (Merle, 2004). Les tenants de l'histoire globale² ont, de leur côté, remis en question les récits historiques nationaux en appelant à porter l'attention sur les connexions entre les différents espaces, sur les réappropriations d'idées et de ressources, et sur les réseaux d'acteurs qui incarnent et opèrent ces circulations (Douki & Minard, 2007).

Mais, sur le plan archivistique, par quoi ce renouveau des approches historiques du développement se traduit-il? Car pour saisir « à parts égales » (Chakrabarty, 2000) les points de vue et les pratiques de *tous* les acteurs du développement, pour passer « au tamis des documentations locales » (Bertrand, 2009: 17) l'histoire racontée jusqu'alors « du point de vue des

2 Entendu ici au sens large, en englobant histoire mondiale, histoire connectée, histoire transnationale...

vainqueurs » ou, tout simplement, pour saisir les interactions établies au nom du développement où qu'elles se soient jouées, les chercheurs et les chercheuses sont confrontés à la situation bien particulière des « archives du développement ». D'abord, les acteurs du développement, publics ou privés, des Nords ou des Suds, en position de « développeurs » ou de « développés » (Lavigne Delville, 2011), toujours plus nombreux au fil du xx^e siècle, ne produisent et ne conservent que très inégalement des documents écrits. Les documents produits « sur le terrain », que ce soit par des organisations de développement, des gouvernements, des associations ou des experts des Suds, sont fréquemment mais aléatoirement « déplacés » (Lowry, 2017a) – souvent vers les sièges d'organisations des Nords ou même parfois vers les domiciles de leurs experts – quand ils ne sont pas détruits ou perdus. De sorte que, si on les envisage depuis les Suds, les archives du développement apparaissent souvent comme des « archives fantôme » « détruites, fragmentées, accidentelles et dispersées » (Allman, 2013: 129) à l'instar des archives coloniales et de la plupart des archives postcoloniales. Elles sont difficilement accessibles. À l'inverse, les organisations dominantes comme la Banque mondiale ou les agences onusiennes investissent des moyens importants dans des politiques de versement, de digitalisation et de publicisation de leurs archives, auxquelles, désormais, les chercheurs et les chercheuses ont même parfois accès sans avoir à se déplacer. Se dessine ainsi ce que l'on peut concevoir comme une configuration archivistique transnationale, propre aux archives du développement, et qui se matérialise dans un « vaste réseau transnational de lieux de stockage³ » (Allman, 2013: 107), dont la topographie globale, polarisée et accidentée ne se révèle tout à fait que dans l'enquête.

En guise d'introduction à ce numéro spécial, cet article propose donc d'interroger la dimension archivistique de ce nouveau historiographique. Cela a nécessité de parcourir de nouveau cette littérature sur la base des questions suivantes : quelles archives sont mobilisées ou revisitées pour étayer cette reconstruction de l'objet « développement » ? Avec quelle réflexivité individuelle ou collective ? En suscitant quels débats ? Mais aussi, avec quelles conceptions et approches des archives ?

3 Traduction des auteurs.

Une question sous-jacente est en effet celle de l'impact sur ces travaux du tournant archivistique tel qu'il est engagé dès les années 1990, pour l'histoire coloniale, dans le sillage des travaux de Michel Foucault (1969) et de Jacques Derrida (1995), ainsi que des *subaltern studies* (Pouchepadass, 2008). La proposition centrale, telle que formalisée par Anna Stoler (2005, 2009), consiste à ne plus appréhender les archives, dans une logique « extractive », comme des sources dans lesquelles puiser des données empiriques brutes, mais comme des objets de recherche et de réflexion en elles-mêmes, en tant qu'elles sont le produit de processus d'archivage⁴ complexes, au cœur de la construction des États et des systèmes interétatiques. Les archives – c'est-à-dire les processus d'archivage et leur produit artefactuel – sont envisagées comme des « technologies de gouvernements » (Stoler, 2005), c'est-à-dire des instruments par lesquels sont authentifiés des savoirs (sur les populations et territoires à gouverner), par lesquels sont produits des faits tout autant que de l'oubli et de l'ignorance, et qui incorporent et renforcent des relations de pouvoir. Les processus par lesquels des documents écrits sont transformés, ou non, en archives (par des opérations de tri, de destruction, de versement, de classement, etc.), mais aussi leur structure, leur matérialité, leur statut juridique ou leur accessibilité constituent, par conséquent, des points d'entrées possibles dans l'histoire du développement comme rapport politique entre sociétés et États des Nord et des Suds.

Cet article, et le numéro spécial qu'il introduit, cherchent ainsi à amorcer une réflexion collective quant aux archives dans le renouveau des approches historiques du développement. Sous la forme d'un tour d'horizon, la première partie revient sur quatre mouvements que nous tenons pour caractéristiques de ce renouveau historiographique, et dont nous montrons qu'ils sont rendus possibles par la mobilisation de nouveaux matériaux sur le plan de leurs natures, de leurs producteurs ou encore de leurs lieux de conservation. Cette mobilisation ne s'accompagne, cependant, que rarement de la formalisation

4 La notion d'« archivage » est reprise de Jacques Derrida (1995: 12-17). Elle vise à mettre l'accent sur le processus de *création* d'archives, c'est-à-dire sur la *mise* en archives (« le geste de mettre à part, de rassembler » – Certeau, 1975: 84), en tant qu'ils concernent déjà les producteurs des objets ainsi transformés en « documents », ainsi que les institutions qui réceptionnent ces documents, et en tant qu'ils se produisent *avant* les procédures techniques d'archivage proprement dites (inventaire, classement...) effectuées par les archivistes.

de propositions réflexives ou méthodologiques. En partant de ce constat, la deuxième partie propose des pistes pour enrichir ce champ de recherche sur la base des questionnements ouverts par le tournant archivistique. Celles-ci peuvent être suivies comme des suggestions pour mieux contextualiser nos matériaux de recherche, ou comme une invitation à produire et partager, en marge de nos enquêtes, des données et analyses sur les processus de mise en archives de nos matériaux. Elles peuvent, enfin, mener à des enquêtes sur les archives du développement, qui prendraient pour objet les processus d'archivage et leurs produits artefactuels. Les articles de ce numéro entendent ouvrir la voie en faisant les premiers pas dans cette direction.

1. Tour d'horizon : les archives d'une historiographie profondément renouvelée

On peut saisir le renouveau des approches historiques du développement en revenant sur quatre mouvements pour lesquels ont été de pair re-construction de l'objet « développement » et diversification des archives mobilisées.

1.1. Réenchâsser le développement dans la situation coloniale

Le premier mouvement qui nous intéresse consiste à concevoir le développement comme enchâssé dans la « situation coloniale » (Balandier, 1971), entendue comme une situation sociale, économique, politique et culturelle complexe et dynamique, résultat et cadre des interactions entre sociétés colonisatrices et sociétés colonisées.

Cette proposition a initialement été formulée à la fin des années 1990 par Frederick Cooper et Randall Packard et adossée à la critique de l'approche cognitivo-discursive et diffusionniste du développement, mise en œuvre de manière emblématique par Arturo Escobar dans *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World* (1994), ou par Gilbert Rist dans *Le développement, histoire d'une croyance occidentale* (1996). Le parti pris d'Escobar et de Rist était alors d'étudier le développement comme un discours façonné par les pays occidentaux à partir de la Seconde Guerre mondiale, qui incorpore des représentations d'un futur désirable et qui les diffuse dans le reste du monde. Ils le faisaient strictement sur la base de l'étude du contenu d'une sélection de textes programmatiques et de discours publics.

Dans l'introduction de leur ouvrage collectif *International Development and the Social Sciences: Essays on the History and Politics of Knowledge* (1997), Cooper et Packard appellent au contraire à saisir les « traductions concrètes » et situées des théories et politiques de développement, ainsi que la manière dont elles s'élaborent dans le(s) centre(s) et dans la(les) périphérie(s), aux interfaces entre acteurs occidentaux et non occidentaux. Sur un plan historiographique, cela signifie remettre en cause le cadrage post-Seconde Guerre mondiale pour envisager les continuités et discontinuités entre périodes précoloniales, coloniales et postcoloniales du développement. Sur un plan méthodologique, ensuite, cela engage à collecter des matériaux permettant de restituer les interactions à travers lesquelles les théories et les pratiques du développement sont déployées, contestées, amendées, et reconfigurées, en tant qu'elles mettent en jeu des « développeurs » et des « développés » considérés dans leur pleine agencéité et dans leurs historicités respectives.

En discussion avec l'approche d'anthropologues du développement comme Timothy Mitchell ou Tania M. Li (Li, 2007 ; Mitchell, 2002 ; Hodge, 2016 ; Engerman & Unger, 2009), cette piste ouverte par Cooper et Packard a été suivie dans le champ de l'histoire coloniale mais aussi au-delà, comme c'est le cas des travaux de David Biggs, à l'intersection de l'histoire environnementale et des *sciences and technology studies*. Dans *Quagmire* (2010), Biggs étudie la formation de l'État vietnamien à partir des politiques de construction des infrastructures hydrauliques (digues, canaux d'irrigation, voies fluviales, etc.) dans le delta du Mékong. Sur le plan de la chronologie, il met précisément au jour les continuités modernisatrices entre projets précoloniaux sous l'égide de la dynastie Nguyen (à partir du début du XIX^e siècle), coloniaux sous domination française (1859-1954), et postcoloniaux sous l'égide des États-Unis ou de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient des Nations unies (entre 1954 et 1975). Sur le plan méthodologique, il a enquêté sur les projets défendus par « plusieurs générations de cartographes, ingénieurs, soldats, scientifiques, fermiers et révolutionnaires » (Biggs, 2010: 8), ainsi que sur les résistances que ces projets ont générées de la part de paysans et d'habitants des zones concernées. Ce travail a été mené à partir d'archives administratives, judiciaires, militaires, scientifiques, tant françaises et étasuniennes que vietnamiennes, de nombreuses publications scientifiques d'époque en vietnamien, et d'entretiens avec des témoins – acteurs locaux invisibilisés dans les archives.

Les travaux de Biggs proposent un approfondissement particulièrement intéressant de la perspective ouverte par Cooper et Packard pour deux raisons. D'une part, il intègre dans son analyse l'environnement naturel – et construit – comme objet et comme acteur. Pour ce faire, il conjugue une symétrisation des archives (vietnamiennes, d'une part, et étasuniennes et européennes, de l'autre) avec l'observation *in situ* des vestiges matériels, des « archives des pieds », selon l'expression de Simon Schama (1999, cité par Blanc, 2022: 292). Biggs montre ainsi comment les projets d'aménagement s'accumulent sur les ruines les uns des autres, sans s'ancrer réellement, en restant « flottants ». Cette démarche d'enquête lui permet aussi de montrer comment l'environnement aquatique engloutit ces infrastructures, comment il résiste et menace, autant que ne le font les paysans et populations rurales, dit autrement comment s'articulent résistances humaines et non humaines. Certains de ses travaux prennent, quant à eux, pour objet ce qui aurait pu, pour lui, rester des sources documentaires : les photographies aériennes, classiquement mobilisées pour cartographier des espaces et repérer les impacts humains sur ceux-ci. Biggs les aborde comme des instruments de gouvernement, qui intègrent et servent une certaine représentation des populations et des territoires à gouverner. Il montre comment ces sources potentielles incorporent et nourrissent les formes situées d'orientalisme et de « déterminisme environnemental », sur la base desquelles sont définies des orientations pratiques : d'une part, la distinction, dans le rapport à la nature, entre ce qui serait un « génie » nord-vietnamien opposé à une « paresse » sud-vietnamienne et, de l'autre, l'existence au nord du Vietnam d'une unité sociotechnique (le « casier », unité de base de la riziculture) qui serait transposable au Sud (Biggs, 2011).

1.2. Mettre au jour la compétition entre modèles politiques et économiques

Le deuxième mouvement qui nous intéresse consiste à envisager l'histoire du développement comme l'histoire de la construction et de la compétition à l'échelle globale, de différents modèles économiques et politiques⁵. Une bonne

5 D'autres enquêtes visent à explorer des origines non occidentales des idées et pratiques de modernisation (par exemple Zanasi, 2020) ou des pensées et pratiques alternatives du développement (Prakash & Adelman, 2023 ; ou, dans une logique post-développementiste et décoloniale, Kothari *et al.*, 2022). D'autres encore, infiniment nombreuses, visent tout simplement à écrire une histoire des politiques de développement des États des Suds, en particulier d'Amérique latine, sans attention particulière à leur dimension transnationale.

illustration vient de l'histoire globale de la guerre froide et consiste à appréhender celle-ci comme compétition entre deux modèles de développement depuis des terrains périphériques. Dans le sillage des recherches d'Odd A. Westad (2017), certains travaux ont porté sur la façon dont les gouvernements du « tiers-monde » ont construit leurs politiques de développement en articulant modèles, instruments et ressources étasuniennes et soviétiques. Ils mobilisent notamment pour cela des « fonds documentaires d'autres acteurs de la guerre froide – étatiques et non étatiques – en Asie, en Amérique latine et en Afrique » (Faure & Del Pero, 2020: 10). Dans son dernier ouvrage *The Price of Aid* (2018), David C. Engerman, ardent promoteur d'une histoire globale et transnationale des projets modernisateurs, à rebours d'une vision diffusionniste et centrée sur les États-Unis (Engerman & Unger, 2009), suit cette approche dans le cas de l'Inde, sur la base d'une analyse extensive des archives de l'État indien, en sus de celles des trois principaux financeurs (États-Unis, URSS et Banque mondiale) et de la Fondation Rockefeller.

Dans cette veine, *Navigating Socialist Encounters*, coordonné par Eric Burton, Anne Dietrich, Immanuel R. Harisch, et Marcia C. Schenck (2021a), nous semble mériter attention. L'ouvrage a ceci d'emblématique qu'il repose sur l'exploitation des archives récemment ouvertes d'un État du bloc soviétique, la République démocratique allemande (RDA) (Faure & Del Pero, 2020; Hiribarren, 2017), explorées parce qu'elles contiennent des « archives déplacées » : des documents qui auraient leur place dans les institutions archivistiques des pays africains concernés (Mozambique, Angola, Tanzanie et Ghana), à disposition de leurs historiens et historiennes, mais qui n'y sont pas, constituant ainsi des parcelles des « archives fantômes » des États postcoloniaux. Le livre propose une histoire par le bas, sensible aux affects, des « rencontres culturelles, sociales, économiques et politiques [propres à] un monde socialiste global » (Burton *et al.*, 2021b: 11), à travers lesquelles se forgent les manières d'envisager le futur (futur planétaire et futur des États africains) d'acteurs non élitaires africains et est-allemands.

Nécessairement, ces entreprises reposent sur la mobilisation de documents d'archives essentiellement produits et archivés par des acteurs non occidentaux. Notre analyse ici se limite à ce qui traite, directement ou indirectement, du « développement » dans sa dimension transnationale, dans une logique qui emprunte – de plus en plus – à l'histoire connectée ou transnationale.

Cette approche est rendue possible par la mobilisation de matériaux divers et originaux par leur nature. Par exemple, les effets de long terme des séjours temporaires d'Africains en RDA ou d'Est-Allemands dans différents pays africains sont travaillés, dans un cas, à partir d'une nouvelle publiée par un écrivain zanzibari dont les personnages partent en formation en RDA (Burgess, 2021), dans un autre cas, à partir d'un rapport de mission d'un syndicaliste ghanéen, qui laisse paraître sa perception de la modernité socialiste et de l'anti-occidentalisme, et constitue une entrée sur le panafricanisme (Osei & Harisch, 2021). Dans sa contribution à l'ouvrage collectif, Katrin Bahr, quant à elle, exploite des collections privées de photographies personnelles que des experts techniques est-allemands des années 1980 ont prises de leur environnement de travail et de leur vie domestique au Mozambique. Elle documente ainsi la vie quotidienne des experts et le rôle des femmes dans la « solidarité internationale » au jour le jour. Son travail montre la perpétuation de formes de racisme et de colonialisme dans les interactions avec leurs interlocuteurs mozambicains, alors que précisément les démocraties populaires et leurs expatriés défendaient une conception symétrique ou égalitaire de cette solidarité internationale, comme opposée à une conception et à une pratique asymétrique et postcoloniale de l'« aide au développement » occidentale (Bahr, 2021). L'originalité du projet réside également dans l'édition – la publication intégrale et commentée – de certaines sources et dans la formalisation d'une réflexivité méthodologique incorporant les enjeux de division transnationale du travail de production de savoirs sur l'Afrique : la participation d'une équipe de chercheurs basés en Afrique, en Europe et en Amérique du Nord, ainsi que l'équilibre des chapitres entre perspectives des acteurs africains et de RDA⁶. À ces différents titres, l'ouvrage témoigne d'une intégration avancée des apports critiques des *subaltern studies* et de l'*archival turn* dans les approches historiques du développement.

1.3. Décentrer l'histoire des organisations multilatérales

Un troisième mouvement qui a retenu notre attention vient de travaux qui, à la croisée de l'histoire et de l'économie politique internationale, cherchent à contester le récit dominant selon lequel les organisations multilatérales, en particulier dans le domaine économique, ont été exclusivement construites

6 Voir sur ces enjeux d'écriture de l'histoire globale à plusieurs voix les remarques d'Helen Tilley, par exemple, dans Baudry *et al.* (2022).

par les représentants des États-Unis et de pays européens. Leur objectif est de décentrer ce récit, en décalant la focale vers les représentants des pays des Suds – tout particulièrement ceux des pays latino-américains, qui ont été actifs dès les années 1920, lorsque l'Asie et l'Afrique étaient encore sous domination coloniale.

Une première piste a ainsi été ouverte par Eric Helleiner, lorsque celui-ci a découvert des archives allant à l'encontre du récit selon lequel les pays du Sud n'avaient joué aucun rôle dans la création du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, et selon lequel le développement n'aurait pas fait partie des préoccupations des négociateurs. Publié sous le titre *The Forgotten History of Bretton Woods* (Helleiner, 2014), son travail a consisté à rouvrir les archives de la conférence tenue en 1944, ainsi que celles de certains des acteurs qui ont participé à sa préparation au cours des mois et des années qui l'ont précédée, tel que Harry Dexter Whites, principal négociateur étasunien, dont les archives sont à l'université Princeton. Helleiner en tire une conclusion bien différente : si le terme de « développement » n'apparaît effectivement pas dans l'accord final, il est bien central dans les réflexions des participants, et certains pays du Sud ont eu un rôle actif dans les négociations. Des discussions se tenaient même depuis les années 1930, avec des représentants latino-américains déjà en demande de dispositifs de financements qui seraient favorables à leur développement, pavant la voie à la mise en place de ce qui sera la Banque mondiale. La création de celle-ci se révèle d'ailleurs avoir été défendue pendant la conférence par les pays latino-américains, mais aussi par la Chine, l'Inde et des pays l'Europe de l'Est.

Une seconde piste consiste à centrer l'enquête sur les acteurs des Suds, en partant pour cela de leurs propres archives. Dans *Revolution in Development* (Thornton, 2021), Christy Thornton met ainsi au jour le rôle du Mexique dans la construction de ces organisations et de ces dispositifs dédiés aux financements du développement. L'autrice formalise pour cela une méthodologie qui consiste à « retourner aux archives et lire les sources mexicaines en parallèle et à contre-courant des sources d'archives étasuniennes et européennes ». Elle mobilise essentiellement des archives d'État mexicaines (Présidence, ministère des Affaires étrangères, ministère des Finances, etc.), des archives personnelles (diplomates, économistes, figures politiques), ainsi que la presse mexicaine. Confronter des sources Sud et Nord lui permet de mettre au jour

« des conflits occultés par l'utilisation exclusive des archives du Nord », et « des influences multidirectionnelles désavouées par des acteurs puissants cherchant à légitimer leur pouvoir » (Thornton, 2021: 7). Ce travail lui permet de montrer à la fois en quoi l'hégémonie étasunienne a été contestée dans la construction même de cet ordre international et à quel point un pays comme le Mexique en a été moteur, et même précurseur sur certains aspects.

Dans *The World that Latin America Created* (2022), Margarita Fajardo, restitue, quant à elle, cette conflictualité Nord-Sud à un autre niveau, en montrant comment un projet global de développement, alternatif à celui des Nord, a été façonné au sein de la Commission économique pour l'Amérique latine (Cepal). Son travail décentre donc encore davantage l'histoire des organisations multilatérales en étudiant « la construction d'une vision mondiale du développement depuis l'intersection entre Santiago et Rio de Janeiro, Mexico et de La Havane » (Fajardo, 2022: 12). Fajardo focalise sa recherche sur les *cepalinos*, les diplomates et universitaires latino-américains qui ont porté cette alternative, à la fois comme un modèle de développement et comme une conception de l'économie mondiale intégrant le rapport structurellement asymétrique et inégalitaire entre « centre » et « périphérie ». Si elle ne formalise pas son usage des archives, celui-ci consiste essentiellement à écrire l'histoire des *cepalinos* en croisant des archives les concernant, à la fois au Nord – aux États-Unis et en Europe – et au Sud – au Brésil, au Chili, en Argentine, en Colombie et au Mexique. La particularité de ces acteurs étant d'être à l'intersection des milieux universitaires, ministériels, et des organisations internationales, elle croise ainsi des archives d'universités (Harvard University, Universidad de Chile, etc.), d'organisations internationales (FMI, ONU, etc.) et d'administrations (Présidence brésilienne, Secrétariat aux affaires étrangères du Mexique, etc.). *In fine*, alors que l'histoire des organisations internationales en Amérique latine est souvent centrée sur le rôle des *Chicago Boys* à partir des années 1970, puis sur l'intervention du FMI, Fajardo montre comment, avant cela, les *cepalinos* sont parvenus à construire un projet global non pas de résistance au néolibéralisme, mais bien un projet hégémonique, auquel les représentants des pays du Nord, du FMI, ou de la Banque mondiale devaient se confronter, et vis-à-vis duquel ils étaient contraints de se positionner.

1.4. Retracer la production et les circulations d'experts et de savoirs

Le dernier mouvement qui nous intéresse consiste à étudier le développement à partir d'un ensemble de circulations transnationales, à la lumière d'un double constat. D'une part, les experts, savoirs, modèles ou normes en circulation, au nom du développement, peuvent avoir comme objet premier d'autres choses que le développement. Et, d'autre part, la grille de lecture en termes de « projets » ou de « programmes » empêche de voir les configurations d'experts et d'organisations mobilisées, qui se révèlent bien plus larges.

Une première piste est suivie par Amy C. Offner dans *Sorting Out the Mixed Economy* (2019). Elle y réenvisage l'histoire des paradigmes du développement étatiste, de l'État providence et du néolibéralisme sur la base des circulations de politiques publiques entre les États-Unis et la Colombie. Elle reconstitue les réseaux et les relations tissés entre des agents publics (reconvertis en consultants internationaux), des entrepreneurs, des économistes et des intellectuels, étasuniens et colombiens en matière de développement territorial, de réforme foncière et de logement social. Elle documente leurs carrières, leurs prises de position et leurs échanges sur la base de leurs papiers personnels et publications, en anglais et en espagnol, constitués en corpus à partir de l'exploration des fonds et collections d'archives municipales, ministérielles, présidentielles, universitaires, associatives (notamment celles de la Fondation Rockefeller) étasuniennes et colombiennes, ainsi que d'archives de la Banque mondiale et d'entretiens. Elle met au jour comment les « leçons », principes et instruments du New Deal étasunien se trouvent réinvestis dans les politiques économiques étatistes d'après-guerre en Colombie, puis reconvertis, dans le cadre des politiques libérales à la fois aux États-Unis sous la présidence Johnson (1963-1969), en Colombie au fil des années 1970 et 1980, ou à l'échelle globale, avec les politiques de « lutte contre la pauvreté » de la Banque mondiale. Offner parvient ainsi à montrer que ces principes et instruments sont élaborés et ré-élaborés rétrospectivement comme des marqueurs de paradigmes économiques à travers ces déplacements dans l'espace et le temps opérés par une poignée d'acteurs qu'elle suit à la trace, grâce à des archives diversifiées en nature, mais surtout symétrisées en provenance. Elle remet ainsi en question deux idées clefs : l'idée qu'il y aurait une rupture entre paradigme et instruments du développement étatiste, d'une part, et paradigme et instruments de l'ajustement structurel ou du néolibéralisme, d'autre part, et l'idée que ces derniers se diffuseraient à partir des États-Unis.

La trajectoire de recherche de Guillaume Blanc, et l'analyse réflexive qu'il propose (2022), pointent cependant un défi majeur de cette approche par les circulations : la temporalité nécessairement longue de l'investigation archivistique. Selon lui, faire des séjours longs et répétés sur un même terrain archivistique dans les Suds s'impose si l'on veut pouvoir saisir comment paradigmes et instruments sont forgés conjointement dans des circulations de professionnels et d'idées, et dans des contextes politico-administratifs spécifiques. C'est, partant, la condition pour comprendre, selon lui, comment s'enchaînent la construction des nations et États *aux* Suds et les formes (post) coloniales du gouvernement transnational des sociétés *des* Suds. Travaillant à une « histoire environnementale de la nation éthiopienne » à partir de la mise en parc de la nature sous l'impulsion d'experts occidentaux, l'auteur restitue le fait que rien n'est évident en matière de collecte d'archives en Éthiopie : elles sont dispersées sur un très vaste territoire mal desservi et il existe une très forte incertitude sur la conservation des documents produits par les différentes organisations. Sur ses terrains, il n'existe pas ou peu d'inventaires dans les institutions dédiées, et les interlocuteurs méconnaissent les fonds conservés. La collecte des sources suppose ainsi, souligne Blanc, des compétences sociales situées, une maîtrise des langues locales, de la familiarité avec les agents de différentes organisations, de la chance, voire de participer soi-même au classement, à l'inventaire, et à la mise en conservation des documents trouvés. Bref, il faut du temps ! D'autant plus de temps, défend l'auteur, qu'il faut parvenir à créer des séries longues permettant, par exemple, pour des missions d'observation scientifique, de déceler des régimes de véridiction plutôt que de prélever des données sur l'environnement. Il faut aussi agréger des types complémentaires de documents pour saisir la construction étatique d'un territoire et d'une population (des lois, et les procès-verbaux témoignant de leur application, par exemple) ou faire apparaître tous les acteurs (agents locaux, experts internationaux et environnementalistes nationaux). Ceci afin d'éclairer « au ras du sol la dimension conflictuelle et négociée du gouvernement global de la nature » (Blanc, 2022: 310) et, partant, la construction de la nation et de la nature dans les Suds, sur le temps long, dès lors qu'elle croise continûment « dynamiques du dedans et du dehors » (Balandier, 1971).

Blanc défend ainsi l'idée que pour produire une histoire globale de ce gouvernement international de la nature, pour suivre les professionnels occidentaux de la conservation dans leurs circulations et réseaux, cela suppose de collecter des traces écrites de leurs activités non seulement dans les archives institutionnelles situées au Nord mais aussi dans tous les pays dans lesquels ils circulent, tous les lieux d'ancrage de leurs pratiques et représentations dans les espaces sociaux, naturels et politico-administratifs des Suds, aux dynamiques toujours singulières. Engager des enquêtes collectives apparaît ainsi comme la condition d'« une histoire globale, mais située » (Blanc, 2022: 328) susceptible de faire apparaître des chronologies et des géographies alternatives.

1.5. Un investissement dans les enjeux archivistiques encore inabouti

Au-delà des seuls exemples emblématiques des quatre mouvements présentés ici, envisager les textes qui ont contribué au renouvellement des approches historiques du développement comme nous l'avons fait, amène à un constat en demi-teinte. Tout se passe comme si les débats ouverts ou intégrés par les *subaltern studies* ou l'histoire globale avaient effectivement et tardivement amené ces historiens, politistes, sociologues et anthropologues à construire leurs objets de recherche différemment et à faire évoluer les matériaux qu'ils et elles utilisent. Mais les effets de l'*archival turn*, quant à eux, restent néanmoins très limités ou très implicites. Exceptionnels sont en effet les textes qui mobilisent des archives des organisations dominantes tout en incorporant dans l'analyse, par exemple, ce que ces archives – comme processus et comme artefacts – disent des rapports entre Nord et Suds. Et extrêmement rares sont, à notre connaissance, les textes – en anglais ou en français – qui porteraient spécifiquement sur les sources à partir desquelles cette historiographie est renouvelée, leur nature ou les enjeux épistémologiques, éthiques, politiques, juridiques de leur production et de leur mobilisation (Allman, 2013; Burton *et al.* 2021b; Blanc, 2022; Duthé *et al.*, 2024; Nicolas, 2019)⁷. Ces questionnements sont parfois évoqués, comme

7 Témoigne pourtant de l'intérêt contemporain pour ces questions la fondation, en 2020, dans le champ français des études africaines, de la revue *Sources. Matériaux & Terrains en études africaines*, autour du projet de « placer au cœur de la réflexion les matériaux de terrain » (Fouéré *et al.*, 2020). Y fut notamment publié un article de Rozen Diallo sur ses matériaux dans le cadre d'une enquête – non historique – sur les politiques transnationales de conservation environnementale au Mozambique (Diallo, 2020). À une autre échelle, lors

éléments de méthodologie, dans les textes qui rendent compte d'enquêtes⁸. Mais ils restent très à la marge des synthèses analytiques sur le dynamisme de l'historiographie du développement comme programme de recherche (par exemple chez Hodge, 2015, 2016). Plus encore, ils ne trouvent aucune place dans des textes programmatiques (Engerman & Unger, 2009) ou didactiques (Unger *et al.*, 2022). Sont enfin inexistant, à notre connaissance, des textes qui porteraient directement et exclusivement sur les processus et pratiques d'archivage propres au développement. Or un ensemble de textes et de débats qui jalonnent l'*archival turn* nous semble indiquer à quel point et par quels aspects il serait profitable aux approches historiques du développement que les archives sur lesquelles elles reposent, les « archives du développement », soient prises comme objet de réflexion et d'enquête.

2. Perspectives : les archives comme entrée dans l'ordre international ?

Stoler invite à partir des processus d'archivage et des artefacts que constituent les archives pour saisir l'ordre colonial, qu'ils reflètent et consolident. Nous formulons ici des pistes pour transposer cette approche au développement, en étudiant ce que nous saisissons comme une « configuration archivistique transnationale » du développement, qui refléterait et consoliderait ce que nous proposons donc de comprendre comme un « ordre

de la Conférence européenne des études africaines (ECAS) de 2023, sur les quatre panels portant sur des questions archivistiques, l'un était lié aux questions de développement : « Past Futures: New Approaches to the History of Development as "Future-making" in Africa », organisé par Jonathan Jackson et Mads Petry Yding. Enfin, les réflexions sur les traces du passé du développement ou les rapports sociaux au passé (et aux « futurs passés ») ont fait l'objet de deux publications assez récentes en français (Brun & Fortuné, 2022 ; Lachenal & Mbodj-Pouye, 2014).

- 8 Par exemple, dans l'introduction de *The UN and Global Political Economy: Trade, Finance, and Development* (2004), John Toye et Richard Toye évoquent la nécessité qu'ils ont eu de compléter les archives des organisations onusiennes par celles de gouvernements, tout en étant conscients des biais structurels produits par l'asymétrie des capacités de conservation entre Nord et Suds. Ils expliquent néanmoins comment, par l'usage de l'histoire orale, ils ont cherché à contrebalancer cette « dépendance inévitable aux sources des pays développés », qui a pour « effet insidieux de renforcer la vision des pays développés au dépens de celle des pays en développement » (Toye & Toye, 2004: 15-16).

développementiste ». Certaines de ces pistes sont explorées par les auteurs et autrices de ce dossier.

2.1. Les archives du développement comme « configuration archivistique transnationale »

Transposé au développement, le postulat que l'on peut tirer de l'*archival turn* est le suivant : la construction et l'affirmation des relations de pouvoir, des états de domination, des modalités de gouvernement entre centre(s) et périphérie(s), ainsi que leur institutionnalisation, peuvent être éclairées à partir des processus par lesquels les « archives du développement » sont produites ou consultées, comme à partir de ce qu'elles sont en tant qu'artefacts. L'attention gagne à se déplacer du contenu des archives vers les logiques, les règles et les pratiques de leur conservation (tri, recueil, destruction, déplacements, etc.), de leur classement (inventaire, description, catégorisation, etc.) et de leur publicisation (valorisation, consultation, etc.). De même, elle gagne à se porter sur leurs différentes dimensions matérielles (bâtiments, salles, catalogues, étagères, cartons, supports, composition graphique, gestes, etc.), sur les affects qui les entourent ou sur les styles qui les caractérisent.

Notre proposition consiste à envisager les archives du développement à travers ce prisme (relationnel, processuel et artefactuel) mais aussi en tant qu'elles forment une configuration transnationale. Nous entendons par configuration archivistique transnationale du développement l'ensemble des documents d'archives relatifs aux projets et politiques de développement, qu'ils soient effectivement préservés ou qu'ils aient disparu, mais aussi l'ensemble des acteurs qui les ont produits et conservés (ou non conservés), ainsi que les relations entre ces corpus documentaires et entre ces acteurs. Saisir l'ordre développementiste à partir de ses archives peut alors se faire en cartographiant et en analysant cette configuration archivistique *dans son ensemble* comme un même « champ d'énonciation » (Joseph, 2004, citée par Pouchepadass, 2008), c'est-à-dire comme un unique « système d'énonciation et d'occultation » (Roa Bastos & Vauchez, 2019) dans lequel sont produits et évoluent, corrélativement, d'une part, les différents paradigmes et le régime de véridiction développementistes et, d'autre part, des rapports de pouvoir. Cela se justifie d'autant plus que la question du nexus savoir-pouvoir dans le développement est centrale (Escobar, 1994). Les dominations coloniales et postcoloniales enchâssées dans les paradigmes et institutions

du développement sont en effet fondées sur le postulat d'une asymétrie de savoirs. Et les savoirs de gouvernement, tout comme l'écriture administrative, constituent des dimensions centrales de la raison d'être des organisations de développement et de l'activité de leurs employés ou prestataires (Harper, 1998).

Une première perspective consiste donc à étudier cette configuration archivistique transnationale en tant que *produit* et reflet des rapports de pouvoir dans l'ordre développementiste. Cela passe par une description fine de la multi-localisation, de l'état de (non-)conservation et de (non-)accessibilité des corpus de documents relatifs à tel programme ou politique de développement. Mais on peut aussi envisager d'examiner ce qui a conduit à cette configuration archivistique, c'est-à-dire les pratiques différenciées d'archivage des diverses catégories d'acteurs concernés, et leur caractère plus ou moins institutionnalisé ou aléatoire. Deux questions nous semblent centrales : qui conserve quelles traces documentaires des différentes interventions menées au nom du développement (projets, programmes, création d'une nouvelle institution) ? Et, peut-être surtout, qui conserve les documents produits par qui⁹ ? Autrement dit, quel a été concrètement le cheminement matériel et relationnel des documents qui sont faits « archives » (Abassade *et al.*, 2019), et quelle est leur trajectoire en différents lieux et entre différentes mains ? Quelles relations asymétriques sont ainsi construites par ces documents au fil de leurs « carrières » d'archives ou de non-archives (Jungen & Raymond, 2012) ? Quelles centralités et quelles périphérisations de l'ordre développementiste sont confortées par ces circulations documentaires, leur accumulation et leur accessibilité à certains endroits plutôt qu'à d'autres ? Autrement dit, comment se construisent –relationnellement – ce qu'on peut considérer comme des « archives centrales » et des « archives périphériques » du développement, qui sont à la fois le reflet et le ciment des asymétries de pouvoir entre acteurs dominants et dominés ? On peut certes faire l'hypothèse que de très nombreux documents produits par des acteurs des Suds sont archivés par des acteurs publics et privés des Nord, et que, inversement, ils

9 On se situe ici au cœur des questionnements soulevés par Ketelaar (1999) quand il propose la notion d'« archivalisation » pour compléter la notion d'« archivage » de Jacques Derrida. Il entend par archivalisation « le choix conscient ou inconscient (déterminé par des facteurs sociaux et culturels) qui fait qu'on considère que quelque chose vaut la peine d'être archivé », qui constitue, avec l'archivage derridien, une étape préalable expliquant la présence finale de tels documents d'archives à tel endroit.

le sont nettement moins par les institutions archivistiques des Suds dédiées (archives nationales ou municipales, bibliothèques, etc.)¹⁰. Mais on ne peut partir du principe que les politiques archivistiques des États des Suds sont globalement déficientes (à moins de succomber au tropisme académique des descriptions pathologisantes des États et des administrations des Suds). Celles-ci reflètent et étayent des processus de construction de l'État toujours spécifiques¹¹ (Beerli & El Qadim, 2024) et méritent des états des lieux basés sur une forme d'investigation, comme ceux, dans ce dossier, de Bouakary Ouattara pour le Mali, d'Aprajita Sarcar pour l'Inde, ou d'Aykiz Dogan pour la Turquie (voir *infra*). La question restant toujours de savoir comment un ordre social se « re-produit » sous les apparences de l'immuabilité (Abbott, 2009).

Une seconde perspective consiste ensuite à s'intéresser à cette configuration archivistique comme *enjeux* dans des rapports de pouvoir¹². On pourrait ainsi analyser ce que les interventions menées au nom du développement font aux situations archivistiques des sociétés et États des Suds à travers des projets et programmes qui visent directement les politiques et institutions archivistiques dans une logique de « renforcement de capacités administratives » et de sauvegarde du patrimoine, ou bien des programmes qui ont une dimension archivistique importante (en matière de justice transitionnelle par exemple). Mais à l'instar de ce qui est fait pour d'autres types d'archives (Beerli & El Qadim, 2024; Lowry, 2017b), une piste plus ambitieuse serait de s'intéresser aux potentielles demandes sociales, débats, mobilisations et conflits à propos des archives du développement. D'un côté, si nous étudions des plaintes sur les déplacements ou l'accaparement des archives, ou des demandes de restitution, nous pourrions éclairer d'une nouvelle manière la place des interventions de développement dans les processus de construction transnationale de l'État, les jeux et tensions sur la souveraineté que cela génère ou, plus largement, la manière dont la position des

10 Il suffit d'avoir observé la bibliothèque d'un expert qui a fait sa carrière dans tel ou tel secteur de l'aide internationale pour y avoir vu toute la documentation sectorielle, patiemment collectée « sur le terrain », qu'on a soi-même vainement cherché sur ce même terrain.

11 Par exemple, la situation des archives stato-nationales ghanéennes (Allman, 2013) n'a rien à voir avec celle des archives stato-nationales rwandaises (Piton, 2022).

12 Au-delà des textes auxquels il est directement fait référence, les propositions qui suivent ont souvent émergé ou se sont enrichies à la lecture d'un appel à communications publié en 2019 sur les archives coloniales (Abassade *et al.*, 2019).

États périphériques dans l'ordre international affecte leur étaticité, au sens de *stateness* ou *Staatlichkeit* (voir Aykiz Dogan, dans ce dossier)¹³. D'un autre côté, si nous étudions les mobilisations des experts privés ou des organisations non gouvernementales (ONG) – des Nords et des Suds – pour voir leurs documents versés dans les institutions dédiées (étatiques ou interétatiques) – qu'elles soient couronnées de succès ou non, nous pourrions étudier à nouveaux frais le sens politique que ces acteurs donnent à leur travail, et leur ethos professionnel ou militant (voir Tim Gibbs, et David Webster *et al.*, dans ce dossier). Ces plaintes, demandes, mobilisations peuvent aussi être des révélateurs de la place évolutive des acteurs privés dans la production des politiques et des théories de développement (voir Thomas Irace, dans ce dossier). Ce sont autant d'entrées possibles dans l'institutionnalisation du développement comme nexus savoir-pouvoir, en ce qu'elle est toujours contestée, inachevée, réversible.

2.2. Se focaliser sur les archives des organisations centrales du développement

Une autre possibilité consiste à éclairer cet ordre développementaliste en se concentrant sur les archives qu'on peut considérer comme étant les « archives centrales » de cette configuration archivistique transnationale du développement. Il s'agit ici à nouveau de transposer au développement une proposition faite par Stoler (2009) pour l'ordre colonial. Pour le saisir, la proposition consistait à prendre les archives coloniales comme objet, plutôt qu'à les délaissier au profit d'autres types de sources supposées permettre de mieux saisir les résistances et points de vue des colonisés. Stoler invite plus précisément à faire le choix d'aborder ces archives coloniales « *along the grain* » – dans le droit fil de leur bois – plutôt que de les prendre à rebours – « *against the grain* » –, en partant de la prémisse que les principes, les pratiques et les imaginaires du gouvernement colonial s'inscrivent dans la forme particulière de ces fonds telle qu'elle résulte des processus d'archivation (2009: 20).

Un premier angle d'analyse est d'étudier les politiques et pratiques d'archivation des organisations multilatérales et des gouvernements des Nords comme des « rites d'institution » (Roa Bastos & Vauchez, 2019),

13 Sur les enjeux méthodologiques, politiques et économiques de la digitalisation des archives africaines déplacées, voir Chamelot *et al.* (2020).

c'est-à-dire comme des pratiques par lesquelles ces organisations cherchent à se construire comme des lieux d'accumulation et de centralisation de savoirs, et à se faire reconnaître comme des autorités publiques et politiques en charge des problématiques du développement. Concrètement, comment sont nés et ont évolué les services archivistiques, leurs employés, leurs règles, leurs pratiques effectives et leurs missions ? Quels types de documents font l'objet de destruction ou de conservation ? « Quels gestes, quelles intentions et quels hasards ont conduit à la constitution des fonds ? » (Abassade *et al.*, 2019). À travers quelles procédures d'authentification et d'officialisation, notamment, sont-elles transformées en sources fiables pour une consultation interne ou externe, « dotées, à un moment donné et pour une durée parfois provisoire, d'une capacité à dire le vrai, à acheminer le "réel" du passé » (Jungen & Raymond, 2012) ? Inversement, dans quelle mesure les archives des projets ou politiques de développement font-elles l'objet de secret ? (Hiribarren, 2017 ; Frédéric Caille et Alexandre Mouthon, dans ce dossier). Dans quelle mesure la configuration des fonds conservés est-elle régie par l'oubli ? On peut ainsi interroger la manière par laquelle ces organisations, à travers leurs archives, font exister « sur le mode de la preuve » (Roa Bastos & Vauchez, 2019) l'agencement de leurs ressources, de leurs buts et de leurs instruments, ainsi que la cartographie et la hiérarchie de leurs agents, de leurs services, de leurs prestataires et de leurs « bénéficiaires », ou encore le périmètre légitime de leurs mandats et de leurs interventions – en concurrence avec celui des autres organisations¹⁴. Mais c'est plus largement toute une série de résultats sur les contradictions de ces interventions qui peuvent être revisités : tensions entre ordre des discours et désordre des pratiques (Mosse, 2004), entre planification et incertitude (Lavigne Delville, 2012), entre mise en récit des succès et occultation des échecs (Gould, 2008), entre prétention à la contextualisation et valorisation de l'expérimentation, d'une part, et réplication des interventions et politiques de développement, de l'autre (Cabane & Tantchou, 2016).

Toujours dans cette perspective des rites d'institution, on peut également se demander comment les organisations de développement construisent une mémoire officielle et leur propre régime d'historicité (Hartog & Lenclud, 1993)

14 Cette manière de questionner les processus d'archivage s'apparente ici au questionnement sur l'écriture bureaucratique proposée par Vincent Gayon (2016).

par les politiques de numérisation et de mise en ligne – notamment au nom de la « transparence » – d'une partie de leurs archives, ou par la constitution d'archives orales avec des entretiens de « grands témoins ». Plus largement, et dans une logique comparatiste, quel rapport différencié au passé peut-on distinguer entre ces organisations et parmi les différentes catégories de professionnels qui agissent en leur nom ? De quelles consultations, mobilisations et occultations internes ces archives font-elles l'objet ? Quels savoirs, événements, faits, acteurs sont exhumés et dans quelles circonstances ? C'est ici la thèse de l'amnésie structurelle (Jacob, 2000) qui peut être réinterrogée à nouveaux frais.

Un autre angle d'analyse consiste ensuite à entrer par les catégories sociales et administratives qui apparaissent à travers les modalités de classement et de description de ces archives, et leur évolution dans le temps. Elles permettent a priori d'observer le travail qui consiste à requalifier des objets du monde social et des objets de politiques publiques comme relevant du développement, et donc de leur ressort. Mais elles permettent aussi d'objectiver les délimitations et les hiérarchisations évolutives des sous-champs du développement, ou la place accordée à tel ou tel type d'acteurs (administrations étatiques centrales, collectivités locales, entreprises, ONG, cabinets de conseils, etc.) dans le but d'éclairer l'évolution des paradigmes et des instruments, ainsi que les luttes bureaucratiques associées.

Un dernier angle d'analyse, enfin, consiste à saisir, dans ces archives centrales, la construction du rapport entre « Eux » et « Nous » (Cooper, 2010). À travers quels types de documents et niveaux de texte les « bénéficiaires » ou les « partenaires », gouvernés et gouvernants, apparaissent-ils ou elles ? À quelles oblitérations et reformatages donne lieu la conservation de leurs discours, de leurs savoirs, de leurs demandes et de leurs propositions ? Quel est le sort réservé aux documents qui laissent voir des propositions alternatives qu'ils et elles soutiennent, les doutes qu'ils et elles expriment, les résistances qu'ils et elles portent ou déclenchent ? Et comment tout cela évolue (ou non) dans le temps ? Ainsi, comme Aprajita Sarcar (dans ce dossier), on peut y étudier l'hypothèse de la silenciation multiforme des acteurs subalternisés (Spivak, 1988). En prenant les archives comme objet, on peut aussi réenvisager les tensions entre, d'un côté, le « script officiel » de l'égalité et de la similarité entre sociétés, allant de pair avec le « script officiel » de la souveraineté des

États et du « partenariat » entre institutions et, d'un autre côté, les « scripts officiels » de l'asymétrie des conditions de vie et de l'asymétrie de ce qui serait des « états de développement institutionnel » (Rottenburg, 2009). On peut encore réenvisager, à partir des archives, l'articulation entre le « populisme » de la valorisation des savoirs et des initiatives « locales », d'une part, et le contrôle bureaucratique des « partenaires » ou « bénéficiaires », de l'autre (Chauveau, 1994).

2.3. Amorcer une réflexivité sur le rapport des chercheurs aux archives de développement

Prendre les archives comme objet de réflexion ou d'enquête, individuellement et collectivement, permettrait enfin d'étayer une réflexivité critique sur nos pratiques de recherche, leurs causes et leurs effets. Ce serait se donner les moyens d'examiner comment et à quel point l'historiographie académique du développement, après l'anthropologie (Tilley & Gordon, 2007) ou l'économie (Mitchell, 2002), est intégrée à ce nexus savoir-pouvoir des théories et politiques coloniales et postcoloniales du développement.

Sur le plan de la réflexivité, il s'agit d'abord tout simplement d'enrichir l'interprétation de nos matériaux, à partir de l'analyse de leurs conditions de production comme tels. Cela nous permettrait également d'objectiver les contingences et nécessités qui pèsent sur la manière dont nous composons nos corpus documentaires. C'est aussi une condition de possibilité pour mieux penser et infléchir les logiques par lesquelles nous collectons et combinons ces matériaux archivistiques souvent de nature hétérogène (Abassade *et al.*, 2019 ; Nicolas, 2019). Quelles sont les conséquences de nos choix implicites quand nous utilisons tels corpus documentaires plutôt que tels autres, participons à la sauvegarde et à la diffusion digitale de tels fonds plutôt que tels autres ? Dans quelle mesure renforce-t-on les asymétries de pouvoir entre ceux qui produisent des archives – et donc le plus souvent une histoire officielle, soubassement d'une autorité publique – et ceux qui produisent une mémoire (non fiable, inconstante), restent cantonnés au rôle de témoin, relégués à des positions périphériques de l'espace public (voire à l'espace privé) (Burton, 2003) : les « bénéficiaires » des programmes et des projets, y compris parfois les « partenaires » publics des Suds (collectivités territoriales, administrations ministérielles, etc.) ? Dans quelle mesure

contribue-t-on à renforcer la « fausse dichotomie » entre histoire – « un des mythes centraux de la modernité occidentale (et colonialiste) » – et mémoire – « son Autre, à la fois régressif et subordonné » (Pouchepadass, 2008: 9).

Enquêter sur les processus d'archivage dans le développement permettrait d'engager une réflexion collective sur la façon dont s'est construite son historiographie dominante, et donc sur les ressorts épistémologiques de la production des récits dominants (académiques ou non académiques), en particulier dans leurs caractères diffusionnistes et occidentalocentrés. L'un des enjeux est en effet de pouvoir décrire ce qui a produit à la fois les sources de l'histoire telle qu'elle a été racontée jusqu'ici *et* leurs positions respectives dans les « opérations historiographiques » (de Certeau, 1975, cité par Stoler, 2005: 268). Nous pourrions alors identifier ce qui a contribué à « produire les apparences de la diffusion » (Go & Lawson, 2017: 28) et qui a trait aux pratiques archivistiques, que ce soit celles des acteurs du développement ou des chercheurs et chercheuses.

Sur le plan de la positionnalité, la conscience du caractère situé de nos rapports aux archives, l'objectivation des conditions matérielles, financières et juridiques qui nous permettent, ou non, d'y accéder, permettraient d'ouvrir un débat sur la division internationale du travail scientifique dans les approches historiques du développement. Par exemple, l'accès aux archives de la Banque mondiale à Washington, ou de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) à Genève, dépend de la possibilité de traverser les frontières et d'obtenir des financements. Ce qui pèse sur notre capacité à accéder aux archives permettant d'écrire une autre histoire du développement commence certes avec la faiblesse structurelle de financements et la conception administrative inadaptée des « terrains » financés en sciences humaines et sociales (Allman, 2013). Mais c'est aussi l'inégal accès à ces ressources financières et les restrictions de circulation pour celles et ceux qui n'ont pas le « privilège du passeport » (David *et al.*, 2022). Ces réflexions en cours dans les domaines de l'histoire globale (David *et al.*, 2022) ou bien plus anciennes et récurrentes en études africaines (Mkandawire, 1997) mériteraient d'atteindre l'historiographie du développement.

2.4. S'engager dans cette voie

Issus de différentes disciplines des sciences sociales (histoire, science politique, sociologie et économie), les articles de ce dossier constituent des contributions précieuses à cette entreprise, nécessairement collective, et de fait interdisciplinaire, de renouveler l'historiographie du développement à partir des archives prises comme objet.

Les deux premiers articles, en miroir l'un de l'autre, interrogent les asymétries entre Nords et Suds dans la conservation et l'accès aux archives du développement. David Webster, Sarah Glassford, Dominique Marshall, Chris Trainor et Eve Dutil se saisissent de ces enjeux à partir de leur expérience tout à fait originale du Canadian Network on Humanitarian History. Créé en 2014, ce réseau rassemble des historiens et des archivistes, notamment attachés à des universités, mais aussi des bénévoles et des professionnels du développement, avec l'objectif d'« identifier, sauver, et rendre largement accessible » les archives d'ONG internationales basées au Canada¹⁵. Leur article part de la présentation de ce réseau d'« activistes mémoriels » et des processus participatifs de digitalisation et d'exploitation d'archives privées associatives. Contre une historiographie centrée sur les rôles des gouvernements, les auteurs et autrices discutent, sur la base de leur expérience de ces archives d'ONG, des conditions de possibilité d'une autre histoire du développement tout autant que de l'impossibilité de réduire tout à fait les silenciements et asymétries de pouvoir que génèrent et confortent les processus d'archivage. Bouakary Ouattara pose, quant à lui, une question importante et peu explorée : quelle histoire du développement peut-on écrire depuis les Suds ? Il part du récit de sa propre enquête sur l'histoire de la coopération au développement entre le Mali et l'Union européenne dans le secteur de l'agriculture. Il retrace un véritable « parcours du combattant » pour identifier et consulter des traces documentaires des opérations conduites au Mali entre 1959 et 2011 dans le cadre des onze successifs « Fonds européens de développement », que ces traces soient conservées par des administrations maliennes ou européennes. Examinant les facteurs pouvant expliquer leur destruction ou leur inaccessibilité pour un historien de nationalité malienne,

15 On peut comparer l'action de ce réseau à celle du réseau chapeauté par l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone dédié à la sauvegarde des informations démographiques produites dans le cadre des recensements passés en Afrique francophone (Duthé *et al.*, 2024).

basé à Bamako, Bouakary Ouattara éclaire tant l'histoire et l'éclatement des archives publiques maliennes, que les obstacles à surmonter quand on veut écrire une histoire des politiques de développement qui ne soit pas centrée sur le rôle des organisations étrangères.

Les deux articles suivants interrogent, quant à eux, les archives d'acteurs de second plan qui, parce qu'elles ont fait l'objet de conservation ou non, pour des raisons politiques, permettent ou non un récit alternatif du développement. Timothy Gibbs étudie les pratiques d'archivage de deux réseaux rivaux d'acteurs du développement urbain en Afrique du Sud depuis les années 1980 : d'une part, des experts et ONG issus de la nouvelle gauche défendant une approche autogestionnaire et émancipatrice de la planification et du logement au nom du droit à la ville, et, d'autre part, des réseaux d'entrepreneurs et une fondation issue de la nouvelle droite défendant une approche privatisée et top-down de la planification et du logement au nom d'un « capitalisme populaire ». Il montre comment ces pratiques d'archivage divergent et évoluent en fonction du rapport idéologique de ces acteurs avec les publics concernés – notamment de la nature plus ou moins participative ou technocratique de l'expertise qu'ils valorisent, en fonction de leur conception des pratiques bureaucratiques – plus ou moins contestataire de l'ordre racial, probatoire, testimoniale, décentralisatrice, étatiste ou néo-managériale, et, finalement, en fonction de leurs positions évolutives au sein des ministères, des collectivités locales et des universités. L'apport de son article est ainsi de mettre en lumière le lien entre les formes d'expertise en compétition au sein de l'État, leur horizon idéologique ou politique, et la forme des archives produites par les experts. Frédéric Caille et Alexandre Mouthon s'intéressent, quant à eux, à l'histoire des énergies alternatives aux combustibles fossiles à travers le cas de la Société française d'énergie thermique et d'énergie solaire (Sofretes), créée en 1973. Sous l'impulsion du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), qui en devient le propriétaire, la Sofretes expérimente, notamment au Sénégal, des « stations de pompage solaire thermodynamique », dont on espère qu'elles pourront être une solution technologique au problème de l'accès à l'eau et plus généralement de la pauvreté. Or, en 1983, le CEA met fin à l'expérimentation, le rendement énergétique des stations étant considéré comme insuffisant et l'entreprise comme mal gérée. C'est l'absence d'archives de la Sofretes qu'analysent ici les auteurs. Elle les amène à reconsidérer ce qui est présenté dans l'historiographie dominante des

politiques énergétiques comme un échec sur le plan technique, pour le traiter comme un objet disqualifié sur le plan politique à partir de témoignages et d'archives personnelles.

Les deux articles suivants illustrent la manière dont on peut saisir, à partir du croisement d'archives de natures diverses, ce que la construction de l'État dans les Suds doit à des interactions transnationales et multi-niveaux entre des acteurs étatiques, interétatiques et non étatiques. Aykiz Dogan le fait à partir du cas de la Turquie dans l'entre-deux-guerres en partant du principe que « l'Archive » constitue un « site » au sein duquel sont produites et confrontées différentes visions de l'État et du développement. Elle montre comment l'étaticité de la Turquie est forgée à la fois à travers les pratiques archivistiques stato-nationales et à travers les pratiques documentaires d'acteurs hégémoniques qui, au sein de la Société des Nations, de l'Organisation internationale du travail ou de l'Union des associations internationales, passent l'État et la société turques au crible des critères, normes, métriques, classifications de l'étaticité et du développement alors en cours d'institutionnalisation. Aprajita Sarcar questionne, quant à elle, les difficultés méthodologiques et les « dilemmes éthiques » qui se posent à qui enquête, depuis l'Inde, sur la reproduction des dominations politiques et sociales par les politiques de santé avant et après l'indépendance. En effet, il ou elle se confronte, selon elle, au fait que les archives de l'État ou de hauts fonctionnaires indiens en matière de démographie, de politiques de natalité et de contrôle des naissances reflètent et renforcent la violence subie par les groupes sociaux minorisés parce qu'elles les invisibilisent (en tant que gouvernés). L'autrice propose donc non pas de les lire « *along the grain* » et/ou de les compléter par des sources qui redonnent directement voix aux groupes subalternisés (comme des entretiens ou des documents personnels) mais bien de « contourner la nation », c'est-à-dire précisément de contourner, méthodologiquement, les archives de l'État-nation et leurs écueils. Concrètement, elle propose de faire apparaître les contradictions entre les récits que l'on peut faire de politiques de santé qui sont transnationalisées, à partir de trois types d'archives : des archives stato-nationales, des archives issues des fonds des municipalités indiennes – dont l'accès est moins verrouillé – et des « archives transnationales », c'est-à-dire ici des archives trouvées aux États-Unis – qu'il s'agisse de documents produits par des acteurs indiens ou par des experts et organisations internationales – notamment auprès des fondations Rockefeller et Ford.

Enfin, l'article de Thomas Irace déplace la focale vers l'histoire des sciences sociales, en proposant de saisir l'histoire du développement à travers les archives d'une branche disciplinaire qui a joué un rôle central dans les politiques de développement : l'économie du développement. Paradoxalement, l'histoire de la pensée économique, particulièrement féconde dans la discipline, n'a pourtant que très peu contribué à l'histoire du développement. Face à ce constat, l'article avance une hypothèse : l'histoire de la pensée économique mobilise essentiellement les archives d'économistes ou d'organisations internationales, mais pas celles des bureaucraties coloniales et postcoloniales au sein desquelles nombre de ces économistes ont pourtant produit des formes d'expertise et de savoirs, et où, en conséquence, l'économie du développement s'est largement constituée. Pour défendre cette idée, l'article s'arrête sur le cas de la Mission d'assistance économique créée en 1955 au sein du ministère de la France d'outre-mer, et de sa transformation en 1958 en un bureau d'études (la Société d'études pour le développement économique et social – Sedes) – qui fut l'un des principaux acteurs français déployant des économistes dans les Suds au cours des décennies suivantes. Thomas Irace propose alors, à partir de l'usage de ces archives, des pistes pour enrichir tout à la fois l'histoire de l'économie du développement et celle de la production d'expertise dans la décolonisation.

Nous espérons que la lecture de ce dossier éveillera la curiosité, inspirera des projets et nourrira une dynamique collective de réflexion et d'enquête sur les archives du développement comme objet et entrée dans l'ordre développementiste.

LES AUTEUR-RICES

Camille Al Dabaghy

Camille Al Dabaghy est enseignante en science politique à l'université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis et chercheuse au Cresppa-LabTop. Sociohistoriques, ses travaux portent sur la dimension transnationale des réformes de l'État et du gouvernement municipal à Madagascar, ainsi que sur la structuration des marchés de l'expertise privée en développement.

A récemment publié

Al Dabaghy, C. (2014). « Le prix de l'eau. Hiérarchies urbaines, voisinage hydrique et communalité à Diégo-Suarez (Madagascar) ». *Études rurales*, 2(194), 123-143.

Al Dabaghy, C. (2015). « Un terrain de mésentente. Observer les interactions routinières de développement à Diégo-Suarez (Madagascar) ». *Genèses*, 1(98), 69-88.

Yasmina Aziki

Yasmina Aziki est docteure en histoire de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ses travaux portent sur l'expertise multilatérale pour le développement dans la région MENA (Middle East-North Africa) entre 1964-1981. Elle s'intéresse tout particulièrement aux enjeux de la coopération, aux pratiques des organisations internationales et à leur impact sur les pays de cette région.

A récemment publié

Aziki, Y. (2017). « La Banque mondiale et les pays du Golfe : trajectoires du développement (1964-1980) ». *Relations internationales*, 172, 51-66. DOI : 10.3917/ri.172.0051.

Aziki, Y. (2017). « Margaret Anstee : l'expertise dans le développement ». *Les Cahiers Sirice*, 18, 91-100.

Aziki, Y. (2019). « L'OPEP : un acteur de l'aide au développement du Sud ancré dans la coopération trilatérale ». *Relations internationales*, 177(1), 111-127. DOI : 10.3917/ri.177.0111.

Quentin Deforge

Quentin Deforge est chargé de recherche FNRS à l'Université libre de Bruxelles (REPI et SONYA). Ses travaux s'intéressent à l'insertion des Suds dans la mondialisation, et il a travaillé sur les politiques de « bonne gouvernance » et sur les enjeux d'endettement. Son projet de recherche actuel porte sur les politiques d'extraction et d'industrialisation en lien avec la transition énergétique.

A récemment publié

Deforge, Q. (2024). « Faire des organisations anti-corruption un levier de réforme des États ? Importation et domestication de l'Open Government Partnership (OGP) en Argentine et Tunisie ». *Cultures & Conflits*, 131-132(1), 47-72. DOI : 10.4000/11x9a.

Deforge, Q., & Lemoine, B. (2021). « The Global South Debt Revolution That Wasn't: UNCTAD from Technocratic Activism to Technical Assistance ». In Deforge, Q., & Lemoine, B. (Eds). *Sovereign Debt Diplomacies*, 232-256. Oxford University Press. DOI : 10.1093/oso/9780198866350.003.0011.

Deforge, Q., & Perez, D. (2022). « La fabrique transnationale de l'*accountability*. Construction et importation du modèle voyageur de "Parliamentary Monitoring Organization" » dans la Tunisie en révolution ». *Revue internationale des études du développement*, 248, 59-86. DOI :10.4000/ried.290.

Deforge, Q. (à paraître 2024). « Mettre la science politique au service du développement ? L'agence étasunienne USAID et le financement des Comparative Legislative Studies (1966-1978) ». *Revue d'histoire des sciences humaines*, 45.

BIBLIOGRAPHIE

- Abassade, E., Bollenot, V., Gasteuil, Q., *et al.* (2019). *(Dé)construire les archives coloniales : enjeux, pratiques et débats contemporains*. Aix-en-Provence. 27-28 juin. DOI : 10.58079/132o
- Abbott, A. D. (2009). À propos du concept de Turning Point. In Bessin, M., Bidart, C., & Grossetti, M. (Eds.). *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement* (187-211). La Découverte.
- Adelman, J. (2018). Epilogue: Development Dreams. In Macekura, S. J., & Manela, E. (Eds.). *The Development Century: A Global History* (326-338). Cambridge University Press.
- Allman, J. (2013). Phantoms of the Archive: Kwame Nkrumah, a Nazi Pilot Named Hanna, and the Contingencies of Postcolonial History-Writing. *The American Historical Review*, 118(1), 104-129. DOI : 10.1093/ahr/118.1.104
- Bahr, K. (2021). Between State Mission and Everyday Life: Private Photographs of East Germans in Mozambique in the 1980s. In Burton, E., Dietrich, A., Harisch, I. R., & Schenck, M. C. (Eds.). *Navigating Socialist Encounters: Moorings and (Dis)Entanglements between Africa and East Germany during the Cold War* (319-349). De Gruyter. DOI : 10.1515/9783110623543-013
- Balandier, G. (1971). *Sens et puissance. Les dynamiques sociales*. PUF.
- Baudry, J., Lin, Y.-T., Ito, K., Alves Duarte da Silva, M., & Tilley, H. (2022). Beyond "Plato to NATO". Navigating the Global Turn in the History of Science, Technology, and Medicine. *Monde(s)*, 21, 97-116. DOI : 10.3917/mond1.221.0097
- Bayart, J.-F. (2022). *L'énergie de l'État. Pour une sociologie historique et comparée du politique*. La Découverte.
- Berli, M. J., & El Qadim, N. (2024). Par et pour les archives : vers une sociologie politique des mobilisations archivistiques transnationales. *Critique internationale*, 102(1), 11-26. DOI : 10.3917/cii.102.0011
- Bertrand, R. (2009). Habermas au Bengale, ou comment « provincialiser l'Europe » avec Dipesh Chakrabarty. *Travaux de science politique*, 40. Université de Lausanne. https://www.unil.ch/files/live/sites/iep/files/publications/TSP/TSP_40_Bertrand.pdf
- Biggs, D. A. (2010). *Quagmire: Nation-Building and Nature in the Mekong Delta*. University of Washington Press.
- Blanc, G. (2022). Aux sources d'une histoire environnementale globale : une boucle éthiopienne dans les archives de la nature. *Sources. Matériaux & terrains en études africaines*, 4, 283-331. DOI : 10.4000/11tap
- Blanc, G. (2024). *La nature des hommes. Une mission écologique pour « sauver » l'Afrique*. La Découverte.
- Brun, M., & Fortuné, F. (Eds.) (2022). Récits et matérialités de l'aide : le développement au prisme des mémoires. *Anthropologie & Développement*, 53. DOI : 10.4000/anthropodev.1682

- Burgess, T. (2021). The Rise and Fall of a Socialist Future: Ambivalent Encounters Between Zanzibar and East Germany in the Cold War. In Burton, E., Dietrich, A., Harisch, I. R., & Schenck, M. C. (Eds.). *Navigating Socialist Encounters: Moorings and (Dis)Entanglements between Africa and East Germany during the Cold War* (169-192). De Gruyter. DOI : 10.1515/9783110623543-006
- Burton, A. M. (2003). *Dwelling in the Archive: Women Writing House, Home, and History in Late Colonial India*. Oxford University Press.
- Burton, E., Dietrich, A., Harisch, I. R., & Schenck, M. C. (Eds.) (2021a). *Navigating Socialist Encounters: Moorings and (Dis)Entanglements between Africa and East Germany during the Cold War*. De Gruyter. DOI : 10.1515/9783110623543
- Burton, E., Dietrich, A., Harisch, I., & Schenck, M. (2021b). Introduction: Moorings and (Dis)Entanglements between Africa and East Germany during the Cold War. In Burton, E., Dietrich, A., Harisch, I. R., & Schenck, M. (Eds.). *Navigating Socialist Encounters: Moorings and (Dis)Entanglements between Africa and East Germany during the Cold War* (1-58). De Gruyter. DOI : 10.1515/9783110623543-001
- Cabane, L., & Tantchou, J. (2016). Instruments et politiques des mesures en Afrique. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 10(2), 127-145. DOI : 10.3917/rac.031.0127
- Certeau, M. (de) (1975). *L'écriture de l'histoire*. Gallimard.
- Chakrabarty, D. (2000). *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*. Princeton University Press.
- Chamelot, F., Hiribarren, V., & Rodet, M. (2020). Archives, the Digital Turn, and Governance in Africa. *History in Africa*, 47, 101-118. DOI : 10.1017/hia.2019.26
- Chauveau, J.-P. (1994). Participation paysanne et populisme bureaucratique. Essai d'histoire et de sociologie de la culture du développement. In Jacob, J.-P., & Lavigne Delville, P. (Eds.). *Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques* (25-60). APAD/Karthala/IUED.
- Cooper, F. (2010). Writing the History of Development. *Journal of Modern European History*, 8(1), 5-23. DOI : 10.17104/1611-8944_2010_1_5
- Cooper, F., & Packard, R. M. (1998). *International Development and the Social Sciences: Essays on the History and Politics of Knowledge*. University of California Press.
- David, T., Richard, A.-I., Singaravelou, P., et al. (2022). Histoire(s) globale(s) : convergences et inégalités. *Monde(s)*, 21(1), 117-135. DOI : 10.3917/mond1.221.0117
- Derrida, J. (1995). *Mal d'archive : une impression freudienne*. Galilée.
- Diallo, R. N. (2020). Mettre à jour l'invisible administratif au Mozambique : courriels, pièces jointes et clés USB. *Sources. Matériaux & Terrains en études africaines*, 1, 79-95. DOI : 10.4000/11ta4

- Douki, C., & Minard, P. (2007). Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique? Introduction. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54-4bis(5), 7-21. DOI : 10.3917/rhmc.545.0007
- Duthé, G., Dasré, A., Dieme, B. N., et al. (2024). *Promouvoir et confronter les sources statistiques existantes pour répondre aux enjeux démographiques en Afrique subsaharienne*. Presses de l'Université du Québec.
- Engerman, D. C. (2018). *The Price of Aid: The Economic Cold War in India*. Harvard University Press.
- Engerman, D. C., & Unger, C. R. (2009). Introduction: Towards a Global History of Modernization. *Diplomatic History*, 33(3), 375-385. DOI : 10.1111/j.1467-7709.2009.00776.x
- Escobar, A. (1994). *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton University Press.
- Fajardo, M. (2022). *The World That Latin America Created: The United Nations Economic Commission for Latin America in the Development Era*. Harvard University Press.
- Faure, J., & Del Pero, M. (2020). La guerre froide globale. *Monde(s)*, 18(2), 9-30. DOI : 10.3917/mond1.202.0009
- Foucault, M. (1969). *L'archéologie du savoir*. Gallimard.
- Fouéré, M.-A., Rillon, O., & Pommerolle, M.-E. (2020). Pourquoi *Sources*? Rigueur empirique, réflexivité et archivage en sciences humaines et sociales et dans les études africaines. *Sources. Matériaux & Terrains en études africaines*, 1, 1-21. DOI : 10.4000/11t9y
- Gayon, V. (2016). Écrire, prescrire, proscrire. Notes pour une sociogénétique de l'écrit bureaucratique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 213(3), 84-103. DOI : 10.3917/arss.213.0084
- Getachew, A. (2019). *Worldmaking after Empire: The Rise and Fall of Self-determination*. Princeton University Press.
- Go, J. (2011). *Patterns of Empire: The British and American Empires, 1688 to the Present*. Cambridge University Press.
- Go, J., & Lawson, G. (2017). Introduction: For a Global Historical Sociology. In Go, J., & Lawson, G. (Eds.). *Global Historical Sociology* (1-34). Cambridge University Press. DOI : 10.1017/9781316711248
- Gould, J. (2008). *Thinking Outside Development. Epistemological Explorations 1994-2008*. [En ligne]
- Harper, R. (1998). *Inside the IMF: An Ethnography of Documents, Technology, and Organizational Action*. Academic Press.
- Hartog, F., & Lenclud, G. (1993). Régimes d'historicité. In Duğu, A. & Dodille, N. (Eds.). *L'état des lieux en sciences sociales* (18-38). L'Harmattan.
- Helleiner, E. (2014). *Forgotten Foundations of Bretton Woods: International Development and the Making of the Postwar Order*. Cornell University Press.

- Hiribarren, V. (2017). Hiding the Colonial Past? A Comparison of European Archival Policies. In Lowry, J. (Ed.). *Displaced Archives*. Routledge.
- Hodge, J. M. (2016). Writing the History of Development (Part 2: Longer, Deeper, Wider). *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 7(1), 125-174. DOI : 10.1353/hum.2016.0004
- Hodge, J. M. (2015). Writing the History of Development (Part 1: The First Wave). *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 6(3), 429-463. DOI : 10.1353/hum.2015.0026
- Jacob, J.-P. (2000). Connaissance et développement en Afrique. *Sciences sociales et coopération en Afrique. Les rendez-vous manqués* (11-30). Graduate Institute Publications. DOI : 10.4000/books.iheid.2571
- Joseph, B. (2004). *Reading the East India Company, 1720-1840: Colonial Currencies of Gender*. University of Chicago Press.
- Jungen, C., & Raymond, C. (2012). Introduction. Les trajectoires matérielles de l'archive. *Ateliers d'anthropologie*, 36. DOI : 10.4000/ateliers.9080
- Kalinovsky, A. M. (2021). Sorting Out the Recent Historiography of Development Assistance: Consolidation and New Directions in the Field. *Journal of Contemporary History*, 56(1), 227-239. DOI : 10.1177/0022009420962315
- Ketelaar, E. (1999). Archivalisation and Archiving. *Archives and Manuscripts*, 27(1), 54-61.
- Kothari, A., Salleh, A., Escobar, A., Demaria, F., & Acosta, A. (2022). *Plurivers. Un dictionnaire du postdéveloppement*. Wildproject.
- Lachenal, G., & Mboj-Pouye, A. (Eds.) (2014). Politiques de la nostalgie [dossier]. *Politique africaine*, 135. <https://polaf.hypotheses.org/883>
- Lavigne Delville, P. (2012). Affronter l'incertitude? Les projets de développement à contre-courant de la « révolution du management de projet ». *Revue Tiers Monde*, 211(3), 153-168. DOI : 10.3917/rtm.211.0153
- Lavigne Delville, P. (2011). Pour une anthropologie symétrique entre « développeurs » et « développés ». *Cahiers d'études africaines*, 202-203(2), 491-509. DOI : 10.4000/etudes-africaines.16752
- Li, T. M. (2007). *The Will to Improve: Governmentality, Development, and the Practice of Politics*. Duke University Press.
- Lowry, J. (Ed.) (2017a). *Displaced Archives*. Routledge.
- Lowry, J. (2017b). Introduction. *Displaced Archives*. In Lowry, J. (Ed.). *Displaced Archives* (1-11). Routledge.
- Merle, I. (2004). Les *Subaltern Studies*. Retour sur les principes fondateurs d'un projet historiographique de l'Inde coloniale. *Genèses*, 56(3), 131-147. DOI : 10.3917/gen.056.0131
- Mkandawire, T. (1997). The Social Sciences in Africa: Breaking Local Barriers and Negotiating International Presence. *African Studies Review*, 40(2), 15-36.

- Mitchell, T. (2002). *Rule of Experts: Egypt, Techno-Politics, Modernity*. University of California Press.
- Mosse, D. (2004). Is Good Policy Unimplementable? Reflections on the Ethnography of Aid Policy and Practice. *Development and Change*, 35(4), 639-671. DOI : 10.1111/j.0012-155X.2004.00374.x
- Nicolas, C. (2019). De l'histoire comparée à la démarche multi-située : sur les traces des cadres sportifs africains. *Espaces et Sociétés*, 178(3), 55-72. DOI : 10.3917/esp.178.0055
- Offner, A. C. (2019). *Sorting Out the Mixed Economy: The Rise and Fall of Welfare and Developmental States in the Americas*. Princeton University Press.
- Osei, J. A., & Harisch, I. R. (2021). My Impression of the German Democratic Republic [Life Itself Exposes Lies]. In Burton, E., Dietrich, A., Harisch, I. R., & Schenck, M. C. (Eds.). *Navigating Socialist Encounters: Moorings and (Dis)Entanglements between Africa and East Germany during the Cold War (197-205)*. De Gruyter. DOI : 10.1515/9783110623543-007
- Piton, F. (2022). Les archives à parts égales. Archives, écriture de l'histoire et génocide au Rwanda. *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 1(69), 88-102. DOI : 10.3917/rhmc.691.0090
- Pouchepadass, J. (2008). Sur la critique postcoloniale du « discours » de l'archive. Version française d'un texte paru initialement sous le titre « A proposito della critica postcoloniale sul "discorso" dell'archivio ». *Quaderni storici*, 129(3), 675-690.
- Prakash, G., & Adelman, J. (Eds.) (2023). *Inventing the Third World: In Search of Freedom for the Postwar Global South*. Bloomsbury Academic.
- Rist, G. (1996). *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Presses de la FNSP.
- Roa Bastos, F., & Vauchez, A. (2019). Savoirs et pouvoirs dans le gouvernement de l'Europe. Pour une sociohistoire de l'archive européenne. *Revue française de science politique*, 69(1), 7-24. DOI : 10.3917/rfsp.691.0007
- Rostow, W. W. (1960). *Les étapes de la croissance économique*. Seuil.
- Rottenburg, R. (2009). *Far-fetched Facts: A Parable of Development Aid*. MIT Press.
- Schama, S. (1999). *Le paysage et la mémoire*. Seuil.
- Slobodian, Q. (2018). *Globalists: The End of Empire and the Birth of Neoliberalism*. Harvard University Press.
- Spivak, G. C. (1988). Can the Subaltern Speak?. In Nelson, C., & Grossberg, L. (Eds.). *Marxism and the Interpretation of Culture (271-313)*. University of Illinois Press.
- Stoler, A. L. (2009). *Along the Archival Grain: Epistemic Anxieties and Colonial Common Sense*. Princeton University Press.
- Stoler, A. L. (2005). Colonial Archives and the Arts of Governance: On the Content in the Form. In Blouin, F. X., & Rosenberg, W. G. (Eds.). *Archives, Documentation, and Institutions of Social Memory: Essays from the Sawyer Seminar (267-279)*. University of Michigan Press.

- Thornton, C. (2021). *Revolution in Development: Mexico and the Governance of the Global Economy*. University of California Press.
- Tilley, H., & Gordon, R. J. (Eds.) (2007). *Ordering Africa: Anthropology, European Imperialism, and the Politics of Knowledge*. Manchester University Press.
- Toye, J., & Toye, R. (2004). *The UN and Global Political Economy: Trade, Finance, and Development*. Indiana University Press.
- Unger, C. R., Borowy, I., & Pernet, C. A. (2022). *The Routledge Handbook on the History of Development*. Routledge. DOI : 10.4324/9780429356940
- Westad, O. A. (2007). *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*. Cambridge University Press.
- Zanasi, M. (2020). *Economic Thought in Modern China: Market and Consumption, c.1500-1937*. Cambridge University Press.